

Près de 77% des salariés aiment leur travail

La CFDT publie une enquête à laquelle ont participé plus de 196 000 actifs

Les salariés ont un rapport très positif au travail. Selon l'enquête « Parlons travail » de la CFDT, présentée jeudi 16 mars et réalisée à partir d'un échantillon exceptionnel de 196 925 personnes, 76,4 % des personnes interrogées aiment leur travail. « *Au travail, on rigole souvent* », assurent 70,5 %, 57,5 % y prennent du plaisir et 55,7 % sont fiers de ce qu'ils font. 39 % indiquent même qu'ils continueraient à travailler s'ils gagnaient au Loto... La CFDT va présenter un « Manifeste pour le travail » après avoir auditionné jeudi Benoît Hamon, François Fillon et Emmanuel Macron (en vidéoconférence depuis Berlin). Marine Le Pen n'a pas été invitée.

Si 76 % des répondants disent avoir des relations cordiales, voire « *formidables* », avec leurs collègues, ils sont 35 % à juger que leur travail nuit à leur santé. Chez les ouvriers et les employés et ceux qui gagnent moins de 1500 euros par mois, 40 % estiment que le travail les « *délabre* ». Globalement, ils sont 51 % à considérer que leur charge de travail est « *excessive* ». Et 58 % disent ne pas avoir le temps de faire correcte-

ment leur travail. Sur le temps de travail, 27 % des répondants souhaitent qu'on ne touche pas à la durée légale hebdomadaire qui n'est pas « *le problème* » pour 42 %, 17 % veulent la diminuer et 13 % l'augmenter. 75 % des syndiqués de la CGT (et 58 % pour la CFDT) se prononcent pour le partage du temps de travail.

L'idée de tenir compte de la pénibilité dans le calcul de la retraite est plébiscitée par 97 % des répondants. Parmi eux, 44 % affirment ressentir des douleurs physiques à cause de leur travail et 34 % estiment effectuer une tâche pénible. Les « *malmenés* » au travail, ceux qui ayant fréquemment une faible qualification se plaignent d'effectuer des tâches « *inutiles, abrutissantes, honteuses ou dénuées de plaisir* », représentent 12 % des actifs répondant.

Le mal-être au travail peut venir aussi du manque d'autonomie. Les chercheurs qui ont piloté l'enquête ont élaboré trois critères pour évaluer le degré d'autonomie au travail : une organisation du planning en amont pour pouvoir s'organiser (55 % répondent positivement) ; l'impression de « *ne pas être une machine* » (65 %)

Pour la CFDT, « ceux qui souffrent au travail sont ceux qui disent n'avoir aucune liberté, aucun espace pour s'exprimer »

et la possibilité de mettre ses idées en pratique (54 %).

Le mode de management est mis en cause : 62 % estiment que l'absence de manager ne changerait rien à leur travail. 73 % souhaitent participer davantage aux décisions importantes de l'entreprise. L'enquête relève que « *la majorité des travailleurs dit pouvoir s'exprimer librement ou contester son chef. Ils ne sont cependant qu'une grosse moitié à pouvoir faire les deux* ». La liberté d'expression au travail ne concernerait qu'un actif sur deux et est plus faible pour les femmes.

Pour la CFDT, qui réclame un « *partage du pouvoir* » dans l'entreprise, « *ceux qui souffrent au travail sont ceux qui disent n'avoir aucune liberté pour l'organiser, aucun espace pour s'exprimer, aucun sens à leur activité* ». Pour 50 % des répondants, une carrière idéale doit permettre de changer de métier, 47 % privilégiant un parcours sans chômage.

Seulement 29 % des salariés actifs estiment que « *les chômeurs sont des assistés* ». Les plus préca-

res et les plus diplômés sont les plus nombreux à ne pas partager ce sentiment. Chez les syndiqués, ceux de la CFTC sont 38 % à porter ce jugement sur les sans-emploi contre 20 % pour ceux de la CGT. 69 % des répondants ne partagent pas l'idée selon laquelle « *au boulot, soit tu marches sur les autres, soit tu te fais marcher dessus* ».

Une « banque du temps »

L'image du syndicalisme est plutôt positive : 56 % des actifs interrogés affirment qu'un monde sans syndicats serait « *l'exploitation pour tous* », 36 % jugent que « *cela ne changerait rien* ». Cette opinion sur l'utilité des syndicats est partagée par 50 % des non-syndiqués et reçoit une large adhésion chez les syndiqués : de 70 % pour la CFTC et la CFE-CGC à 84 % pour la CFDT et 89 % pour la CGT.

La CFDT devait présenter son « Manifeste pour le travail » avec comme fil conducteur, « *pour changer la société, il faut changer le travail* ». Elle revendique « *un rôle renforcé des représentants des travailleurs pour peser sur la stratégie, notamment dans les comités d'entreprise et dans les conseils d'administration* », des « *contre-pouvoirs effectifs au pouvoir des dirigeants* », « *la mise en place d'un dispositif de type chèque syndical* ». Elle propose aussi de créer une « *banque du temps, intégrée au compte personnel d'activité, qui permettrait à chaque travailleur de gérer son temps de travail tout au long de sa carrière* ». ■

M. N.



CHRONIQUE

PAR MICHEL NOBLECOURT

Mélenchon et la CGT, l'heure du désamour

En 2012, les drapeaux rouges de la CGT coloraient les meetings de Jean-Luc Mélenchon. Le candidat du Front de gauche avait même été la vedette d'un rassemblement organisé par la centrale syndicale sur la réforme des retraites, le 31 janvier 2012, au Zénith à Paris, où il avait fait l'objet d'une longue ovation.

Cinq ans plus tard, la CGT n'est plus dans la roue du porte-parole de La France insoumise. Aucune de ses fédérations n'appelle ainsi à participer, samedi 18 mars, à la marche pour la VI^e République. M. Mélenchon, qui ne veut pas « *rassembler des sigles* » mais « *fédérer le peuple* », semble en avoir pris son parti. Interrogé par *L'Humanité Dimanche* du 12 mars, sur son souhait de ne pas voir de « *drapeaux d'organisations* », l'ancien ministre explique son « *souci de faire en sorte que [nos] partis ne donnent pas le sentiment de s'approprier la marche* ». « *Venez avec des pancartes, des slogans, des revendications, lancez-le. Et, bien sûr, mettez vos badges ! Mais agissons pour que tout le monde soit à l'aise.* »

A l'aise, la CGT ne l'est plus avec le candidat de La France insoumise. En 2012, plusieurs fédérations (services publics, énergie, cheminots) avaient roulé ouvertement pour M. Mélenchon. Lorsque, en 2014, le 12 avril et le 15 novembre, le Front de gauche

avait organisé des « *marches contre l'austérité* », plusieurs secteurs cégétistes (culture, finances, équipement, organismes sociaux, services publics, chimie, livre, agriculture, fonctionnaires) avaient apporté leur concours. Alors secrétaire général, Thierry Lepaon s'en était ému. « *On ne sert pas de son étiquette politique dans la CGT* », avait-il asséné, impuissant à venir à bout de la « *confusion* » qu'il dénonçait.

« Prise de distance »

Changement de décor en 2017. Avant la primaire à gauche, Philippe Martinez avait estimé, dans *Les Echos* du 16 janvier, que « *Valls, Hamon, Macron, Mélenchon... tous sont loin de la réalité du monde du travail* ». « *Cette déconnexion est grave* », avait ajouté le secrétaire général de la CGT. Tous dans le même sac.

Si la CGT a coupé le cordon avec le Parti communiste, certaines fédérations, comme l'énergie et les cheminots, en restent proches. Mais, dans l'élection présidentielle, aucune ne soutient M. Mélenchon. « *Cette prise de distance, souligne un dirigeant cégétiste, s'explique par les positions de Mélenchon sur l'avenir du nucléaire et l'industrie et par son refus d'un rapprochement avec Hamon.* » La tiédeur du soutien communiste joue aussi. Entre La France insoumise et la CGT, c'est l'heure du désamour. ■

Une étude au large échantillon

« Parlons travail », l'enquête interactive de la CFDT, mise en ligne entre septembre et décembre 2016, avec le concours de deux entreprises, Upian et Yami 2, a recueilli 196 925 réponses à 172 questions. Parmi les répondants, 64,7 % sont en contrat à durée indéterminée, 29,3 % sont des agents de la fonction publique. On compte 58,9 % de femmes, 42,8 % de syndiqués à la CFDT et 53 % de 30-49 ans.